

Mobilisation des retraité-es contre les choix du gouvernement

3 octobre 2018



Retraités et retraitées ! tous et toutes dans la rue le 9 octobre

Le gouvernement vient de décider : les retraites ne seront revalorisées que de 0,3 % en 2019 et 2020 alors que les prix ont déjà augmenté de 2,3 % de juillet 2017 à juillet 2018.

Il décide unilatéralement de ne plus s'appuyer sur l'inflation mais sur les prévisions de croissance. Ce sont les prémices d'un changement de système en un régime par points.

C'est une nouvelle amputation du pouvoir d'achat des retraités après la baisse de la pension de 1,7 % avec l'augmentation de la CSG.

Concrètement, pour une retraite brute de 1500 euros, l'augmentation de la CSG a réduit la retraite de 25,50 euros par mois. Avec une hausse des prix de 1,7 % et une majoration des pensions seulement de 0,3 %, ce retraité perd en plus 21 euros par mois. Et cela après des années de revalorisation dérisoire des retraites !

Les salariés comme les retraités subissent une réduction de leurs droits et rémunérations. Tenir d'opposer les salariés aux retraités, les chômeurs à ceux qui ont un emploi, les plus jeunes aux plus anciens, le public au privé, les précaires de plus en plus nombreux aux CDI ne peut masquer que les bénéfices du CAC 40 battent des records, que l'ISF est supprimé... Une petite minorité est de plus en plus riche aux dépens des retraités, des salariés, comme du reste de la population. Ce gouvernement a même le cynisme d'annoncer un « plan pauvreté » alors que sa politique conduit à accroître fortement leur nombre : une partie des personnes âgées est en voie de paupérisation.

Actifs, retraités, nous avons les mêmes intérêts !

Ce qui est en jeu c'est le droit de vivre de sa retraite.

Depuis des années le pouvoir d'achat des retraités diminue : désindexation des pensions sur les salaires, baisse de l'APL, taxation via la CSG, la CASA, la CRDS, suppression de la demi part fiscale pour les veuves, imposition des 10 % de majoration de pension pour avoir élevé 3 enfants. Sans compter le coût des mutuelles, des logements en EHPAD, le recul des services publics : hôpitaux, transports, énergie...

Mais nous sommes aussi inquiets pour l'avenir :

Aujourd'hui, après toutes les réformes ayant déjà réduit les droits à la retraite, le gouvernement entend instaurer un système universel de retraites par points. Mais qui décidera de la valeur du point lors de son achat durant l'activité et au moment du calcul de la retraite ?

C'est le gouvernement, en fonction de la situation économique et du déficit budgétaire. Autrement dit le prix du point acheté en travaillant ne donne aucune garantie sur sa valeur au moment de la retraite !

LES MOBILISATIONS DE LA PERIODE

- **Le 3 OCTOBRE** => Des délégations de retraité-es venues de tout le pays se rassembleront à la Bourse du travail de Paris et Place de la République. Ensemble elles iront déposer au Président du groupe « La République en marche », les dizaines de milliers de pétitions exigeant une loi rectificative qui revienne sur l'augmentation de la CSG et réclamant une réelle revalorisation des pensions. Le premier rassemblement se tiendra à partir de 14h Place de la République, avec les délégations venues des départements et des personnes retraitées d'Île-de-France, pour se rendre place Édouard Herriot ensuite remettre les pétitions. De même des rassemblements et des manifestations auront lieu dans les départements.

- **LE 9 OCTOBRE** => Pour défendre les droits des retraité-es, l'UCR-CGT, l'UCR-FO, UNIRS-Solidaires et la Fédération LSR appellent à manifester le 9 octobre au côté des salarié-es, fonctionnaires, chômeurs, jeunes, dans l'unité à l'appel de la CGT, de FO, de Solidaires, de l'UNEF, de l'UNL et de la FIDL pour exiger le maintien de tous les régimes de retraite avec leurs droits actuels.
- **Le 18 OCTOBRE** => Différentes mobilisations auront lieu le 18 octobre, le moment où le Parlement va entamer les débats sur le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) pour 2019 qui fait redouter la poursuite d'une politique de coup de rabot sur les dépenses sociales. Jusqu'à 2018, les pensions de retraite de base étaient réévaluées tous les ans au 1er octobre. Mais la loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 a décalé cette date annuelle de revalorisation au 1er janvier. Cette année le Parlement devrait voter la désindexation des pensions pour que celles-ci soient augmentées en fonction de la conjoncture économique (c'est-à-dire, au bon gré des gouvernements !. On voit bien à partir des objectifs gouvernementaux que celui-ci fait peu de cas des négociations sur la réforme des retraites.)

MATERIELS POUR CES ACTIONS

- Celui des organisations qui appellent au 9 octobre (CGT, FO, Solidaires, LSR), communiqué non modifiable
- Ceux du Groupe des neuf à utiliser comme modèle dans les départements, à adapter selon les décisions locales d'appel au 3, au 18 ou aux deux. Le pdf montre la mise en page actuelle, le docx permet de l'adapter. Le recto verso donne des arguments sur le pouvoir d'achat, celui sur une page est plus destiné à une diffusion massive, par exemple sur les marchés ; la ligne vide dans l'encadré du bas permet d'inclure les modalités locales.

(+ Communiqué des 9)

Lire aussi : [La rubrique du site Solidaires consacrée à la journée interpro. du 9 octobre](#)

- [Emplacement : ré-agir ensemble > Mobilisations et actualités > Mobilisations nationales >](#)
- [Adresse de cet article :](#)
<https://solidaires.org/Mobilisation-des-retraite-es-contre-les-choix-du-gouvernement>